

M. Guérin, directeur de la succursale de Fougères (non installé), est nommé directeur de la succursale de Blois, en remplacement de M. Cuvillier.

M. Pailhes (Henri-Georges-Marie), contrôleur principal au bureau Raspail, est nommé directeur de la succursale de Fougères, en remplacement de M. Guérin.

M. Morel (Jacques-François-Joseph), chef du bureau auxiliaire de Romans, est nommé directeur de la succursale de Mende, en remplacement de M. Saillant, admis à faire valoir ses droits à la retraite et qui est nommé directeur honoraire.

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

Décret du 11 septembre 1964 portant nomination d'ingénieurs des ponts et chaussées.

Par décret du Président de la République en date du 11 septembre 1964, les ingénieurs élèves des ponts et chaussées ci-après désignés, qui ont satisfait aux examens de sortie de l'école nationale des ponts et chaussées, sont nommés ingénieurs des ponts et chaussées de 2^e classe (1^{er} échelon), pour compter du 1^{er} octobre 1964, savoir :

MM. Delorme (Michel).
Mayet (Pierre).
Meistermann (Claude).
Paufigue (Jean-Paul).
Brault (Louis).
Gerin (Roger).
Salençon (Jean).
Fleury (Philippe).
Marais (Georges).
Gluntz (Philippe).
Deligny (Jean-Louis).
Robequain (Daniel).
Basset (Bernard).
Douvry (Jean-Claude).
Hemon (Pol).
Lebreton (Jean-Claude).
Puzenat (Alain).
Rat (Marcel).
Moreau (Claude).
Chambolle (Jean-François).
Nourrisson (Jacques).
Briancourt (Yann).

MM. Schwarcler (Etienne).
Desbazeille (Bertrand).
Dupaigne (Jacques).
Blanchet (Jean-Didier).
Ciarlet (Philippe).
Favant (François).
Gastaut (Gérard).
Perrin (Jean-Marie).
Paul-Dubois (Olivier).
Morel (Claude).
Galinou (Jean-Pierre).
Chaix (Georges).
Henry (Michel).
Merlin (Michel).
Grosse (Philippe).
Levy (Jean-François).
Grammont (Jean).
Poupinel (Jean-François).
Garcia (Jean-Paul).
Iagolnitzer (Daniel).
de Gayardon de Fenoyl
(Christian).

Autorisations nécessaires pour la construction et l'exploitation des téléphériques, remonte-pentes ou tous autres engins utilisant des câbles porteurs ou tracteurs transportant des voyageurs.

Le ministre des travaux publics et des transports,

Vu le décret n° 53-949 du 30 septembre 1953 relatif aux transports publics secondaires et d'intérêt local, et spécialement son article 6, modifié par le décret n° 61-1404 du 18 décembre 1961 ;

Vu l'arrêté du 25 juillet 1963 relatif aux autorisations nécessaires pour la construction et l'exploitation des téléphériques, remonte-pentes ou tous autres engins utilisant des câbles porteurs ou tracteurs transportant des voyageurs ;

Sur la proposition du directeur des transports terrestres,

Arrête :

Art. 1^{er}. — La circulaire n° 54 du 4 septembre 1964 relative aux prescriptions applicables aux chariots, berceaux et cabines des téléphériques de type classique est ajoutée à la liste annexée à l'arrêté susvisé du 25 juillet 1963. Elle sera publiée au Bulletin des textes officiels intéressant les travaux publics et les transports.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 septembre 1964.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,
PIERRE PANARD.

Classement, déclassements ou reclassements de sections de routes (voiries nationale, départementale et communale).

Par arrêté du 9 septembre 1964 :

Est classé dans la voirie nationale comme partie intégrante de la route nationale n° 821, sur le territoire des communes de Lucé et Luisant (Eure-et-Loir), le nouveau tracé de ladite route compris entre le P. K. 1,450 et l'ancien P. K. 1,855 (P. K. nouveau : 1,800), tel que ce tracé est représenté en teinte rose sur le plan annexé au présent arrêté.

Sont déclassées du tronçon délaissé de la route nationale n° 821 compris entre les mêmes points kilométriques les parcelles désignées par les lettres A, B, D, E et F sur le même plan.

Sont remises au service des domaines, en vue de leur aliénation, les deux parcelles précitées A et B, telles que lesdites parcelles, d'une superficie respective de 119 et de 294 mètres carrés, sont représentées en hachures marron sur le même plan.

Est reclassée dans la voirie départementale d'Eure-et-Loir la parcelle précitée D, telle que ladite parcelle, d'une superficie de 1.336 mètres carrés, est représentée en hachures vertes sur le même plan.

Est reclassée dans la voirie communale de Lucé la parcelle précitée E, telle que ladite parcelle, d'une superficie de 2.910 mètres carrés, est représentée en hachures bleues sur le même plan.

Est reclassée dans la voirie communale de Luisant la parcelle précitée F, telle que ladite parcelle, d'une superficie de 238 mètres carrés, est représentée en traits quadrillés bleus sur le même plan.

Ces classement, déclassements, remises et reclassements prendront effet à dater de la publication du présent arrêté.

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Institution d'un diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret du 29 avril 1963 portant statut du personnel contractuel des cadres techniques et pédagogiques de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret n° 63-619 du 29 juin 1963 portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est créé un diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire délivré à la suite d'un examen.

Art. 2. — Les modalités de cet examen seront fixées par arrêté du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Art. 3. — Le chef du service de la jeunesse et de l'éducation populaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 août 1964.

Pour le ministre et par délégation :

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,
MAURICE HERZOG.

Déclaration d'utilité publique de l'acquisition par l'Etat (ministère de l'éducation nationale) d'un ensemble immobilier sis à Tou- louse.

Par arrêté du 27 août 1964, est déclarée d'utilité publique l'acquisition par l'Etat (ministère de l'éducation nationale), en vue de l'implantation du centre aéro-spatial de Toulouse, d'un ensemble immobilier de 66 hectares 73 ares 97 centiares, sis à Toulouse, et appartenant à Mme Courtois de Maleville.

MINISTRE DE L'INDUSTRIE

Décret du 12 août 1964 déclarant d'utilité publique et concédant à Electricité de France (service national) l'aménagement et l'explo- itation des chutes de Las Peyres et Laparant, sur l'Aston, dans le département de l'Ariège.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du ministre de l'agriculture,

Vu la pétition en date du 30 mars 1956 par laquelle Electricité de France (service national) a sollicité une concession de forces hydrauliques avec déclaration d'utilité publique pour l'aménagement et l'exploitation, sur la rivière l'Aston et divers de ses affluents, des chutes de Las Peyres et Laparant, dans le département de l'Ariège ;